

COMPTE RENDU

Projection des films "Le sacrifice" et "Controverses nucléaires" à l'Ecole nationale supérieure des officiers sapeurs pompiers (ENSOSP), le 17 juin 2008

Invité par L'Ecole Nationale Supérieure des Officiers Sapeurs Pompiers (ENSOSP) près d'Aix-en-Provence pour faire une conférence, j'y ai passé une semaine entière du lundi 16 au vendredi 20 juin. Le thème était "Le risque radiologique et nucléaire : de la prévention à la gestion des crises", dans le cadre du master Risques et Environnement, qui durait depuis deux ans et se terminait cette semaine. La conférence était précédée par la projection des films "Le sacrifice" et "Controverses nucléaires"-

Initialement ma présence sur le site était prévue pour le mardi 17, mais les organisateurs ont accepté que j'assiste aux autres travaux de la semaine pour ma culture personnelle et pour continuer, suite aux informations que j'aurai fournies aux participants du master, à mettre en parallèle leur compétence spécifique de terrain et leur supposée méconnaissance de ce qui s'est passé et se passe actuellement dans les territoires de Tchernobyl. Je souhaitais vérifier ce doute au cours des séminaires suivants. Depuis trois ans, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a initié des simulations de scénarios d'accidents graves en France, miniaturisés, sans commune mesure avec la catastrophe de Tchernobyl.

Bref aperçu sur la science des sapeurs pompiers

J'ai été impressionné par l'approche scientifique et la stratégie avec laquelle les sapeurs pompiers français affrontent les feux de forêt, en visant le phénomène au stade des "feux naissants" : par un système de *vigilance permanente* d'hélicoptères et un maillage serré de tours d'observation pour la détection des premières fumées dans les territoires forestiers. L'originalité du système français consiste à investir le maximum de moyens sur la réduction des délais d'intervention.

Pour être traité efficacement, un feu doit avoir parcouru moins d'un hectare lorsque les premiers intervenants arrivent sur les lieux. Cela implique une *détection précoce* des départs d'incendies mais également, en raison des difficultés d'accessibilité liées à un relief accidenté, la *mobilisation préventive* des moyens d'intervention pour leur permettre d'assurer le quadrillage du terrain avant tout départ d'incendie.

Tous les moyens, qu'ils relèvent de l'Etat ou des collectivités territoriales, qu'ils soient aériens ou terrestres, ont un rôle à tenir dans ce dispositif. Une partie de la flotte d'avions bombardiers d'eau se consacre presque exclusivement aux missions de guet « armé » (en eau) qu'ils conduisent à partir de 5 bases délocalisées.

La conférence du professeur Albert Simeoni de « L'Università di Corsica Pascal Paoli » m'a frappé par l'ampleur et la finesse de la recherche scientifique consacrée aux feux de forêts. Les connaissances acquises déterminent et orientent les stratégies et les comportements opérationnels. Durant la période estivale, le niveau de risque (indice réparti en 5 classes allant du risque faible au risque très sévère) est défini *quotidiennement* pour 90 zones homogènes par croisement de paramètres portant sur la réserve en eau des sols (qui permet d'apprécier la situation de stress hydrique des végétaux donc leur vulnérabilité au feu), le vent, la température et l'humidité relative de l'air. D'autres éléments sont aussi pris en compte tels que le nombre des départs de feux suspects, le comportement des populations concernées ou la vulnérabilité particulière de la végétation. Des travaux pluridisciplinaires affinent la précision de cet indice et son exploitation par les services de terrain. Pour anticiper le risque, des structures cohérentes sont mises en place à 3 niveaux en s'appuyant sur des centres opérationnels fonctionnant 24 h sur 24 : local, zonal, national.

Bref, des moyens importants, des partenaires multiples, un bon échange d'informations, permettent de mettre en œuvre le dispositif préventif efficace.

Pourquoi cette digression ?

L'enseignement de Tchernobyl ignoré

Pour montrer la différence avec ce qui *n'est pas mis en place* concernant les risques du nucléaire. Car au niveau concret des sapeurs pompiers français rien de semblable aux connaissances et aux moyens mis à leur disposition par l'Etat pour les feux de forêt (pour ne parler que de cet aspect de leur activité multiforme), n'existe face au danger d'un accident majeur prévisible, représenté par les 58 réacteurs en service sur le sol

français. En communiquant pendant quelques jours avec les participants du master, professionnels de haut niveau de formation, j'ai constaté que ces intervenants français de première ligne en cas de catastrophe du type de Tchernobyl ne savaient rien des enseignements élémentaires que cette expérience unique pouvait leur apporter. Ce n'est pas avec moi qu'ils auraient dû parler mais avec les « liquidateurs » encore vivants, parmi lesquels des scientifiques, des spécialistes, des techniciens, qui sauraient trouver un langage professionnel commun de grande utilité avec les collègues français.

Si j'ai été impressionné à l'ENSOSP par le niveau intellectuel et la qualité humaine de ces professionnels compétents et généreux (décider de faire ce métier est un choix d'hommes motivés), je les ai vus également impressionnés, mais en sens inverse : scandalisés, incrédules par ce que les deux films leur ont révélé sur la désinformation, d'abord soviétique puis mondiale, et sur ses conséquences.

J'ai repris pour eux les thèmes de mon intervention à la conférence internationale « Vivre Tchernobyl » organisée à Lyon les 15 et 16 mai par le Conseil Régional Rhône-Alpes. J'ai parlé d'un crime dans les territoires contaminés du Bélarus, de populations utilisées comme cobayes et d'experts français (CEPN, Mutadis Consultants), qui viennent « occuper le terrain » dans ce pays pauvre, ravagé par une catastrophe sanitaire croissante, qui recueillent des données en évinçant les chercheurs locaux au lieu de les soutenir et qui refusent systématiquement une prophylaxie qui s'est montrée efficace pour les enfants contaminés.

J'ai parlé de la censure et des obstacles à la recherche scientifique indépendante mis en place par les états membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies et par les agences spécialisées de l'ONU dans le domaine de l'atome et de la santé. Parlant à des sapeurs pompiers, « intervenants du premier groupe » équivalents des « liquidateurs » soviétiques, j'ai développé l'idée que la rétenion d'informations aux intervenants, - qu'il s'agisse de pompiers ou de médecins, - constituait l'obstacle majeur à « la prévention des risques et à la gestion des crises ». Le devoir de réserve, nécessaire et justifié dans certains cas précis et limités, n'est pas la loi du silence et en tout cas ne peut pas être appliqué à l'information scientifique indépendante sans léser à la racine la capacité d'intervention clairvoyante des corps de l'Etat préposés à la protection des populations. L'impératif « secret défense » dans le domaine du nucléaire risque de limiter dangereusement la recherche du savoir et l'information indispensables pour l'efficacité et la crédibilité des institutions en cas de crise. (La recherche médicale sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl est censurée, alors qu'on sait que le coefficient de risque de la production atomique de l'énergie électrique est sans commune mesure avec celui de toute autre technologie de production de l'électricité. Aucune compagnie ne commet la folie d'assurer une centrale atomique.)

J'ai informé mes auditeurs sur « la stratégie de l'ignorance »¹ et sur « le crime des agences de l'ONU »² qui cachent les effets sur la santé des faibles doses incorporées et qui ont exclu de leurs recherches épidémiologiques la cohorte des 800 000 liquidateurs, qui ont sauvé l'Europe en évitant une explosion atomique des quatre réacteurs de la centrale de Tchernobyl.

L'année dernière, en écoutant le face-à-face télévisé entre les deux candidats à la présidence de la République, on pouvait constater qu'ils étaient insuffisamment avertis des questions les plus simples du dossier nucléaire. Il est évident qu'un chef de l'Etat ne doit pas être nécessairement médecin ou physicien. Comme tout responsable politique, il est conseillé et informé sur le nucléaire par des experts, qui dans le cas de la France sont une émanation du lobby nucléaire et n'ont de ce fait aucune crédibilité scientifique. Les travaux de ces "experts" servent les intérêts commerciaux et de groupe du nucléaire civil et militaire dont ils dépendent. Corps séparés de l'Etat au service d'institutions de l'Etat, ils cautionnent par leurs publications les choix politiques du gouvernement dans le domaine de l'atome.

Cette courroie de transmission d'un savoir biaisé, commandité par les organismes intéressés dans le nucléaire, est flagrant dans le cas de l'étude sur le retour d'expérience de la gestion post-accidentelle de Tchernobyl PAREX [Post-Accidentel Retour d'EXpérience], que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a confié en 2005 aux experts liés au lobby nucléaire en matière de prophylaxie (CEPN et Mutadis Consultants), dont il est question plus haut. Leur retour d'expérience comporte des erreurs grossières et des oublis. Il ne traduit en rien la réalité vécue des habitants contaminés par la catastrophe.³

¹ « Le crime de Tchernobyl » 1^{ère} partie, chapitre 5, p 79 « La stratégie de l'ignorance » - Wladimir Tchertkoff, Ed. Actes Sud 2006

² Ibidem 2^{ème} partie, chapitre 8, p 206 « Le crime des agences de l'ONU ».

³ Bella Belbéoch - « La gestion post-accidentelle d'une urgence radiologique sur une de nos installations: quelques remarques sur Tchernobyl et le "retour d'expérience 1986-1991" », *Lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine*, n°116, mai-juin 2008. http://www.dissident-media.org/stop_nucleaire

Un autre cas est celui du programme SAGE (sigle anglais de "Stratégies pour le développement d'une culture de protection radiologique pratique en Europe, en cas de contamination radioactive à long terme suite à un accident nucléaire"), mis en œuvre par les mêmes experts et financé par la Commission Européenne. Qui sont ces experts ?

Le CEPN (Centre d'étude sur l'Evaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire)⁴ est une ONG loi 1901 de quatre membres seulement, mais de poids : EDF, la COGEMA (désormais composante du groupe Areva), le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN). Ainsi, le lobby nucléaire français, par le truchement d'une ONG sans but lucratif, disqualifiée dans le domaine de la santé de par ses statuts liés à ses intérêts commerciaux, informe l'ASN sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et sur la radioprotection.

Or, c'est l'ASN, dont le slogan sur Internet est « compétence, transparence, indépendance, rigueur », qui informe le gouvernement et le Parlement sur la base des conseils de ces experts en service commandé. Le Bulletin officiel de l'ASN contient, en application de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, les décisions et les avis du collège.

Dans le chapitre des avis on peut lire que l'ASN est **obligatoirement** (souligné dans l'original, wt.) consultée à titre principal sur :

- les projets de décret ou d'arrêté ministériel de nature réglementaire relatifs à la sécurité nucléaire ;

- les projets d'autorisation de création, de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement d'une INB ;

- les projets de décret modifiant le code de la santé publique et le code du travail en matière de sécurité nucléaire. (C'est moi qui souligne w.t.)

Le résultat de cette boucle bouclée, est bien illustré par la publication internationale de l'ouvrage SAGE, coordonné par le tandem CEPN-Mutadis Consultants (toujours les mêmes), qui constitue l'aboutissement d'un travail pluridisciplinaire international, auquel a participé l'académicien Vassili Nesterenko. Physicien de niveau international, liquidateur de Tchernobyl dès les premières heures, spécialiste en radioprotection et meilleur connaisseur de la contamination des territoires du Bélarus, il était logique de s'adresser à lui pour ce « retour d'expérience » fondamental. Comme les 4 autres rédacteurs étrangers de SAGE Nesterenko a fourni sa contribution écrite à l'ouvrage. Il avait l'assurance de la part du CEPN que son texte sur les mesures de radioprotection (mesures anthropogammamétriques, cures de pectine, information des enfants, des parents et des enseignants) serait repris tel quel dans le projet SAGE, pour lequel il n'a pas reçu d'honoraire mais 25.000 euros pour couvrir les frais de ses déplacements aux réunions à Paris, accompagné de son fils écologue collaborateur au projet. En dehors du tableau des « niveaux d'admissibilité républicains » (NAR) de contamination des produits alimentaires, que le CEPN pouvait facilement obtenir du ministère de la Santé biélorusse avec lequel il travaille la main dans la main, rien du texte de Nesterenko n'a été inséré dans la publication. Pourtant il s'agissait d'informations utiles, fournies par un scientifique intègre et compétent sur l'expérience de la seule catastrophe nucléaire de cette dimension existante dans le monde, dont les conséquences pour la santé s'amplifient et s'aggravent d'année en année. Je traduis un extrait de sa contribution.

« De l'expérience du Bélarus dans le domaine du contrôle radiologique et de la radioprotection des habitants et du rôle des structures de l'Etat et des organisations non gouvernementales dans la solution des problèmes. »

Prof V.B.Nesterenko, A.V.Nesterenko, expert écologue

Institut de radioprotection « Belrad »

[...]

Conclusion

1.- *En cas de catastrophe radiologique pour une protection plus efficace des habitants (dans un rayon de 300-500 km de la centrale atomique) il est indispensable de doter chaque famille d'une provision de produits d'iode stable régulièrement renouvelée et d'effectuer la prophylaxie d'iode pendant les premières heures après la catastrophe.*

2. *Dans les pays possédant des centrales atomiques et dans les pays limitrophes il faut créer d'avance un système de contrôle radiologique de l'environnement et des produits alimentaires.* [En 1991, Nesterenko

⁴ « Le crime de Tchernobyl » 4^{ème} partie, chapitre 2, p 349 « Des Français incompetents occupent le terrain ».

avait créé 370 centres dans les villages les plus contaminés, soutenus par le premier gouvernement postsoviétique. Ils sont tous supprimés maintenant.]

3. *Autour des centrales atomiques il faut créer (dans un rayon de 100 km) des systèmes automatiques de contrôle de la situation radiologique et d'information immédiate des populations sur le déclenchement du danger radiologique et sur les recommandations au sujet des mesures de radioprotection.*

4. *Dans tous les pays d'Europe il faut créer d'avance :*

- *des systèmes gouvernementaux de contrôle radiologique des produits alimentaires et des centres non gouvernementaux de contrôle radiologique des produits alimentaires (c'est moi qui souligne wt.) ;*

- *un réseau de laboratoires radiologiques mobiles et fixes avec spectromètres de radiogammamétrie pour l'examen d'une sélection significative des différents groupes sociaux de population afin de déterminer les niveaux d'accumulation du césium-137 dans l'organisme des habitants (en particulier des enfants) ; [ces laboratoires sont l'équivalent des CMIR français - cellules mobiles d'intervention radiologique ; combien y en a-t-il en France? sont-elles toutes équipées en instruments pour mesures anthropogammamétriques ? wt.]*

- *des réserves de production d'additifs alimentaires pour l'élimination des radionucléides de l'organisme des personnes contaminées ;*

- *une réglementation appropriée (avec instructions technologiques) pour la production agro-industrielle apte à obtenir des denrées agricoles propres sur des sols modérément contaminés par la radioactivité⁵ ;*

- *il faut élaborer d'avance un système dynamique des niveaux d'admissibilité de la contamination des produits alimentaires de production agricole, comme celui, par exemple, qui existait en Autriche en 1986-88.*

Ces recommandations élémentaires répondent aux proportions réelles d'un accident nucléaire majeur expérimenté à Tchernobyl. Elles ne parlent pas du « combat » contre la centrale explosée en feu, ce qui implique une exposition à des risques extrêmes. Les armes sophistiquées et les protections pour faire face avec efficacité à une telle situation et avec le moins de pertes possible devraient être également prêtes d'avance en nombre suffisant bien qu'il soit impossible de planifier les innombrables modalités de déclenchement et d'impact d'un accident nucléaire majeur.

Mais le texte de Nesterenko dit que, même et seulement au niveau d'une stratégie de gestion post-accidentelle à long terme, il faut être prêt d'avance, il faut agir avant la catastrophe en mettant en place un réseau d'intervention sur ses conséquences proportionné en volume aux millions d'habitants qui auront besoin de l'aide d'intervenants instruits et entraînés. C'est ce que la France a su faire avec la stratégie des « feux naissants ». A ma connaissance, rien de tel n'existe aux dimensions réelles d'une catastrophe nucléaire.

Au cours de notre première interview en mai 98, Vassili Nesterenko nous a dit : « *Il semble que les pays disposant de centrales nucléaires n'ont tiré aucun enseignement de l'accident de Tchernobyl. En réalité, nous ne sommes pas en mesure aujourd'hui de garantir la sécurité des habitants à une distance de 200-300 kilomètres de la centrale explosée. Prenons l'exemple du village d'Olmany dans la région de Brest, à environ 250 kilomètres de la centrale, où nous irons demain. Le niveau de contamination des produits alimentaires y est si élevé qu'il constitue un véritable danger pour la santé des habitants. Les enfants y sont gravement malades. J'ai été en Angleterre, en France, en Allemagne, aux Etats Unis... J'ai visité leurs centrales, ils disent tous que chez eux tout va bien et que nos problèmes tiennent aux défauts de nos centrales. Toutes les mesures de protection de la population ne concernent chez eux qu'un rayon de 20-30 kilomètres autour des centrales.* »⁶

Certains de mes auditeurs du master de l'ENSOSP étaient visiblement choqués par ce qu'ils ont vu et entendu. Dans l'immédiat il n'y a pratiquement pas eu de discussion collective. Seulement après, pendant les pauses, dehors, et les jours suivants, des dialogues se sont noués. Quelques uns ont franchement apprécié ma dénonciation, mais une personne m'a reproché de n'avoir pas suffisamment respecté le droit de réserve, le droit au doute des auditeurs. Je sais d'avoir dans ce domaine une passion de "prédicateur solitaire" que je n'aime pas en moi. La sérénité philosophique de Paul Valéry est admirable : "*Je trouve indigne de vouloir que les autres soient de mon avis. Le prosélytisme m'étonne.*" Mais comment faire face au mensonge, qui est un fait et non une opinion, et qui produit des conséquences si graves en ce moment même? (Le cri de

⁵ Ibidem voir p. 607, 6^{ème} partie, chapitre "Trois maîtres du savoir".

⁶ Ibidem, p 133, 2^{ème} partie, chapitre 1^{er}, « Vassili Nesterenko ou la fidélité du physicien – L'enfer »

Bandajevsky : "Nos enfants meurent!"...) Personne n'a mis en doute l'évidente véracité des films. Pendant la conférence, quelqu'un m'a dit, entouré du silence songeur des autres participants, qu'il lui était difficile de croire à une telle falsification de la part de « nos dirigeants politiques ». Je ne me souviens plus des termes exacts de ma réponse, mais le sens était qu'à mon avis la France politique était entrée dans une logique de système quasiment fidéiste à l'égard du nucléaire, où il n'y avait apparemment plus de marge pour assumer des responsabilités politiques différentes, sinon celle de « servir la nation », dont « les intérêts supérieurs » s'identifiaient désormais avec le choix du nucléaire, instrument d'indépendance militaire vis-à-vis de l'OTAN (cette détermination n'est plus aussi nette aujourd'hui), puis d'indépendance énergétique (argument faux, l'uranium venant de l'étranger). L'ordonnance du 18 octobre 1945, qui créait le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), liait déjà l'énergie atomique civile et militaire. Il s'agissait de « défendre » ce choix constitutif coûte que coûte.

Si nous sommes conscients que Tchernobyl est une catastrophe pour les victimes individuelles et collectives des territoires contaminés, nous savons aussi que c'est une authentique *catastrophe* pour les détenteurs civils et militaires du pouvoir atomique. Ils savent maintenant que la catastrophe peut arriver à n'importe quel moment, puisqu'elle a déjà eu lieu bien qu'affichée précédemment comme « hautement improbable ». Dans l'expectative du prochain accident nucléaire majeur personne ne connaît le délai qui nous est accordé. J'ai parlé de roulette russe aux stagiaires de l'ENSOSP.⁷ Tchernobyl est le *talon d'Achille* des détenteurs du pouvoir atomique qui, dans l'impossibilité (ou incapacité, refus) d'y renoncer, s'obligent à dissimuler cette vulnérabilité par une série de mensonges par omission, de censures et d'obstacles en violant un droit fondamental : le droit de chercher la vérité et de la dire pour le scientifique, le droit de la connaître pour les populations. Une régression au temps de Galilée. Prisonniers du système qu'ils ont mis en place, ils utilisent le placebo médiatique et la désinformation scientifique : les uns enseignent qu'il est temps d'« oublier Tchernobyl », alors que ses ravages à la santé ne font que commencer (c'est la tâche de l'AIEA - promotrice des centrales, - et de l'OMS), d'autres font semblant d'aider les habitants contaminés et mettent en place un dispositif de gestion durable de la « qualité radiologique » avec pour objectif « la confiance sociale » (mission de Mutadis Consultants et du CEPN dans le cadre du programme CORE).⁸ L'effet collatéral est représenté par l'abandon de fait des populations blessées à leur sort, avec en prime l'exploitation des données que leur état de contaminés peut fournir, utiles pour une gestion édulcorée des crises. Mis à part l'aspect criminel de cet échafaudage réglementaire, intolérable après Tchernobyl, la situation est objectivement dramatique et semble pour le moment sans une issue perceptible.

J'ai signalé aux stagiaires de l'ENSOSP l'action de Genève. Depuis plus d'un an, des « vigies d'Hippocrate » manifestent tous les jours devant le bâtiment de l'Organisation mondiale de la santé, accusant l'OMS de silence, de mensonge et de complicité dans le crime de non assistance à populations en danger dans les territoires contaminés. Ce n'est pas une action « antinucléaire », c'est une action « pour le droit/devoir à la santé de l'humanité » à l'ère du nucléaire. La catastrophe sanitaire qui sévit en s'aggravant d'année en année dans les régions contaminées a convaincu les participants irréductibles à cette action de ne plus concéder de trêve à l'OMS tant qu'elle ne se libérera pas de sa sujétion au lobby nucléaire, formalisée par l'accord contre nature qu'elle a signé avec l'AIEA en 1959. Cette action se poursuivra à temps indéterminé. (www.independentwho.info)

Ma rencontre avec des officiers sapeurs pompiers français

Des amis ont été surpris qu'une telle conférence ait pu avoir lieu à l'ENSOSP. En réalité la chose s'est réalisée de la manière la plus simple et naturelle. Une personne qui y travaille a eu l'occasion de voir les films "Le sacrifice" et "Controverses nucléaires" au cours d'une conférence précédente et les a signalés aux organisateurs du master.

Au courant du mois d'avril 2008, le Lieutenant-colonel Christian Jeandemange, directeur adjoint du département de Conception des Formations à l'ENSOSP, me joint au téléphone. Il a vu les films et me dit qu'il souhaite conclure les cours de 2 ans qu'il a organisés en intégrant la dimension humaine dans les notions abstraites de la gestion des crises et de la sécurité civile. « Les stagiaires sont aussi des hommes », me dit-il. Les films et mon témoignage de journaliste sur le rôle essentiel de l'information en cas d'accident

⁷ Jeu suicidaire dans lequel on tire avec un revolver, sans savoir où sont les balles dans le barillet, qui n'est pas entièrement chargé.

⁸ « Le crime de Tchernobyl » 4^{ème} partie, chapitre 3, p 366 « Une aide inefficace, le programme CORE ».

s'y prêtent, il me demande si je serais disponible. Je suis intéressé et nous restons d'accord que j'attendrai ses indications sur la date et sur le lieu.

Début juin, je reçois l'invitation du Professeur Jean-François Brillhac, Responsable de formation à l'Université de Haute Alsace (Mulhouse-Colmar) :

"Monsieur,

Vous avez accepté d'intervenir, dans le cadre du MASTER Risques et Environnement, Parcours Risques Technologiques, Option Gestion Risques de Sécurité Civile, et je vous en remercie bien vivement.

Cette période de formation se déroulera du Lundi 9 juin 2008 au vendredi 20 juin 2008 sur le site de l'ENSOSP (Aix-Les-Milles).

Votre intervention qui portera sur «Le risque radiologique et nucléaire : de la prévention à la gestion de crises» aura lieu le Mardi 17/06/2008 de 14 h à 23 h.

L'ENSOSP assure le suivi pédagogique et le soutien logistique.

J'arrive sur le site de l'école supérieure à Aix-les-Mille le soir du lundi 16 juin, accueilli avec grande courtoisie par le Lcl. Jeandemange. Le lendemain, mon intervention étant fixée dans l'après-midi sans limite d'horaire, je profite de la matinée libre pour me familiariser avec les lieux et les espaces.

L'ENSOSP occupe depuis deux ans une ancienne base militaire abandonnée, en restructuration : un chantier de constructions nouvelles, des bâtiments en démolition, d'autres aménagés provisoirement ou définitivement en bureaux et logements, des modules préfabriqués pour salles de réunions et séminaires, une vaste cantine et le mess des officiers. Le tout dans un paysage baigné de lumière, couvert de végétation méditerranéenne.

Les hommes nombreux que je croise dans cette "libre caserne" d'enseignement supérieur me frappent par leur style de franche cordialité, ils semblent être bien dans leur peau, solides, professionnels, de bonne humeur. Une belle santé physique et mentale de personnes en accord apparemment avec ce qu'ils font et ce qu'ils vivent.

Au petit déjeuner, la conversation avec le lieutenant-colonel Gilbert Pascal m'offre l'essentiel de la problématique, sur laquelle je méditais la veille au cours de mes 9 heures de train, quand il m'explique l'originalité de l'approche scientifique et organisationnelle française du combat contre les incendies de forêt. En l'écoutant, la clé de l'intervention me devient claire : un parallèle entre le drame vécu par les « liquidateurs » de Tchernobyl, la haute compétence professionnelle des sapeurs pompiers français dans leurs domaines d'intervention classique et la totale absence de préparation concrète en France pour affronter un accident nucléaire majeur comme celui de Tchernobyl et ses conséquences à long terme, 22 ans après la catastrophe. J'ai demandé à Gilbert Pascal et à Christian Jeandemange, qu'ils m'autorisent à suivre les autres cours du master jusqu'à la fin de la semaine pour me permettre d'approfondir ce que je venais d'apprendre. Cela me fut accordé sans hésitation.

Pour conclure sur une note personnelle, je tiens à dire ici ma sincère reconnaissance à ces deux hommes pour l'hospitalité courtoise et amicale qu'ils m'ont réservée et pour m'avoir fait découvrir l'humanité et le beau métier des sapeurs pompiers français. Les personnes qui sont prêtes à risquer leur vie quand il le faut pour sauver leurs semblables se ressemblent toutes dans le monde. Ce qui indigné profondément c'est de voir leur loyauté trahie par l'inconscience des politiques et des fonctionnaires. La longue hésitation des autorités qui ont attendu de nombreuses heures avant de faire leur devoir dans le cas de l'incident grave de Tricastin (les médias en parlent pendant que je termine ce compte rendu) illustre une tare dangereuse de nos sociétés technocratiques marchandes militarisées. C'est le sentiment pessimiste et inquiet que j'ai retiré de la rencontre en découvrant avec réconfort ces « forces saines de la nation » comme on dit, mais confinées dans une espèce de bulle d'ignorance au regard d'une politique nationale et mondiale du nucléaire, qui dissimule le danger extrême auquel elle les expose, en les privant des moyens élémentaires de connaissance et d'action, nécessaires à leur efficacité et à leur survie en cas de catastrophe nucléaire majeure.

En me saluant, le lieutenant-colonel Jeandemange qui a voulu cette conférence m'a dit : « Il faudra reprendre ça ».

Une mission de reconnaissance indépendante auprès des liquidateurs de Tchernobyl survivants ? Utopie ?

Wladimir Tchertkoff
eandreoli@vtx.ch

Vendredi, 11 juillet 2008